



**Embaixada do Reino de Marrocos
Lisboa**

Réunion de la Commission pour la Promotion de la
qualité de la vie, les échanges entre les Sociétés Civiles,
et la Culture

Allocution de Mme l'Ambassadeur

30 janvier 2012

**Monsieur le Vice Président de l'Assemblée de la République Portugaise ;
Monsieur le Président de la Commission pour la Promotion de la qualité de la
vie, les échanges entre les Sociétés Civiles et la Culture ;
Monsieur le Secrétaire Général du Ministère portugais des Affaires
Etrangères;
Excellences ;
Mesdames et Messieurs ;**

C'est pour moi un grand honneur et un privilège de prendre part, dans cette belle Assemblée qui est chargée d'histoire, aux travaux de la Commission pour la Promotion de la Qualité de la Vie, les Echanges entre les Sociétés Civiles et la Culture.

Notre réunion, dans ce haut lieu, confirme, une fois encore, tout l'intérêt que la distinguée Assemblée Parlementaire Europe Méditerranée, porte à la promotion du dialogue et de la coopération entre les deux rives de la *Mare Nostrum*.

Cette réunion met en avant aussi, la ferme volonté que nous partageons tous, pour renforcer, davantage, cet échange et ce dialogue millénaire entre les rives de notre Méditerranée, afin de favoriser le dialogue entre les cultures et le respect de notre diversité.

Dans son grand livre, *La Méditerranée*, l'historien français Fernand Braudel estimait que tous les pays de la Méditerranée, qu'ils fussent chrétiens ou musulmans, vivaient, dans la seconde moitié du XVI siècle, dans l'ambiance des mêmes problèmes économiques et sociaux, et, partant, étaient tous soumis aux mêmes nécessités et aux mêmes lois.

Cette interdépendance et cette communauté de destin, jamais démenties, sont plus vraies encore aujourd'hui.

**Excellences ;
Mesdames et Messieurs ;**

Notre réunion intervient à un moment charnière dans l'histoire de notre espace méditerranéen, dont la jeunesse est de plus en plus au cœur de ses enjeux stratégiques. Elle l'est en termes de participation au renforcement d'une société moderne et démocratique, de contribution à l'essor économique, d'engagement dans le dialogue des cultures, et de la promotion de la stabilité et de la paix.

Lorsque le vent du Printemps arabe a commencé, dès décembre 2010, à souffler sur notre région, c'est la jeunesse, usant de réseaux sociaux, qui a porté haut ce grand espoir de changement, celui de voir les peuples de la rive sud le Méditerranée, sortir de leur long hiver politique et socio-économique.

Ce Printemps arabe est parti d'une exceptionnelle revendication de dignité et de dépassement de l'humiliation, marquée par l'injustice, l'exclusion, la précarité et un chômage endémique.

Prenant ainsi corps dans les pays arabes, ce mouvement devait, sans avoir les mêmes conséquences partout, s'internationaliser pour toucher notamment les rives nord de la Méditerranée, où le taux de chômage des moins de 25 ans s'envole. Ce taux a atteint, selon les chiffres publiés en mars 2011 par Eurostat, 40% en Espagne, 30% en Grèce et 20% en France et au Portugal.

Autant dire que les turbulences que nous avons connues et celles à venir, ici ou sur l'autre flanc de la Méditerranée, avaient un même socle : l'injustice qui touche les jeunes, dont les solidarités familiales au sud, comme les prises en charge et les aides de l'Etat dans le nord, ont atténuée sans jamais en effacer les séquelles.

Mais au-delà de ces généralités, il convient de souligner que si notre Méditerranée est traversée par des aspirations comparables est confrontée à des défis similaires, chaque pays détient des singularités et des particularités propres qui définissent la nature et le rythme des réponses données aux défis actuels.

L'intérêt porté par mon pays aux jeunes, témoigne de la place prise par cette catégorie tant dans la dynamique politique, économique et sociale, en général, plus particulièrement dans celle du développement humain durable.

Les premières ébauches d'une politique publique marocaine plus cohérente en matière de jeunesse, avec des programmes plus ciblés, des objectifs clairement annoncés et des financements bien arrêtés, correspondait à la sortie progressive du Maroc, de la période des ajustements structurels imposés, durant les années 80, par le Fonds Monétaire International, qui ont largement affecté nos services sociaux et éducatifs.

Les déclarations de politique générale du Gouvernement d'alternance présidé, en 1998, par Abderahmane Yousoufi, du Gouvernement Driss Jettou et de celui d'Abbas El Fassi, traduisaient l'Intérêt Royal et la priorité nationale, dorénavant accordés à cette frange de la population.

Cette période équivalait à un renforcement de la dynamique réformatrice au Maroc, marquée par des ouvertures politiques considérables, un développement économique soutenu et des progrès sociaux significatifs.

Ces avancées, reconnues par les marocains et saluées par la Communauté internationale, ont valu au Maroc son Statut avancé dans ses relations avec l'Union européenne, comme, en 2011, son statut de Partenaire pour la Démocratie du Conseil de l'Europe, et qui sont une réelle reconnaissance des progrès accomplis par le passé et un véritable pari sur leur approfondissement à venir.

Dans ce même élan et au plus fort des turbulences du printemps arabe, marquées dans mon pays par la naissance du Mouvement du 20 février 2011, le Maroc mettait en place, le 21 février 2011, un Conseil Economique, Social et Environnemental ayant pour centre d'intérêt la question de l'emploi des jeunes et l'élaboration d'une Charte Sociale assortie de Grands Contrats en faveur de cette catégorie de la population.

Ce pas supplémentaire dans la marche du Maroc pour la consolidation de l'Etat de droit, sera suivi par le Discours Royal du 9 mars 2011, annonçant une grande réforme constitutionnelle et le référendum populaire du 1er juillet 2011.

La dernière Constitution adoptée massivement en juillet dernier, par référendum, a consacré constitutionnellement la question de la jeunesse, à travers la mise en place d'un certain nombre de mécanismes constitutionnels qui consacrent la politique participative des jeunes. Ces mécanismes s'articulent autour de la création d'un conseil consultatif des jeunes et de l'action associative, mais aussi de la consécration, de l'élargissement et la généralisation de la participation des jeunes au développement social, économique, culturel et politique du Royaume. De ce fait, le Parlement marocain compte, pour la première fois, 30 sièges réservés aux jeunes de moins de 40 ans, et 60 sièges aux femmes.

Mais les adolescents et les jeunes (- de 25 ans) qui représentent au Maroc plus de 51% de la population, sont aussi au coeur d'une vision stratégique anticipatrice : l'Initiative Nationale pour le Développement Humain, lancée, en 2005, par Sa Majesté le Roi Mohammed VI.

Parallèlement aux différents programmes mis en œuvre dans le cadre de ce chantier de règne, et qui ont concerné essentiellement la

construction d'infrastructures, l'approvisionnement en eau potable, en électricité, en réseaux routiers ainsi que la création d'emplois et d'activités génératrices de revenus, une attention particulière a été accordée aux jeunes.

Pour soutenir l'insertion des jeunes dans la société, des projets ont été lancés dans le domaine de l'éducation pour un budget d'investissement de l'ordre de 11 millions d'euros; dans le domaine de la santé grâce à un budget de 8 millions d'euros ; dans le domaine sportif où les actions ont concernées aussi bien la construction, l'aménagement et la mise à niveau de terrains de sport de proximité que la formation des jeunes aux métiers sportifs. A travers ces mesures, les gestionnaires de cette initiative ont tenu à encadrer les jeunes des quartiers à risque et à renforcer leurs connaissances et leurs capacités.

Sur le volet de l'emploi, les projets se sont focalisés sur le financement des activités génératrices de revenus, meilleur moyen pour créer de la richesse et de l'emploi, et améliorer, ainsi, les revenus et le niveau de vie des bénéficiaires.

Pour ce qui relève de la qualification et de la formation professionnelle, les projets menés dans le cadre de l'INDH ont visé la formation du plus grand nombre de jeunes. Dans la foulée, des sessions de formation ont été également programmées en faveur d'animateurs et d'animatrices professionnelles. Grâce à ces actions, une population importante a réussi à s'intégrer dans le circuit économique. Ce qui constitue un grand pas pour la réduction du taux de la pauvreté chez nos jeunes, même si le taux moyen du chômage touchant cette population avoisine les 17,6 % en moyenne nationale, pour atteindre les 31,3 % dans le milieu urbain.

**Excellences ;
Mesdames et Messieurs ;**

Si ces chiffres rapprochent clairement le Maroc, pays sans pétrole ni gaz, des objectifs du Millénaire, la jeunesse continue à y être, en toute objectivité, confrontée à de nombreux problèmes et défis.

Mais cette jeunesse marocaine est loin d'être un cas à part dans notre Méditerranée.

Ce qui s'est passé ou se passe toujours à Tunis, au Caire, à Damas, à Amman, à Athènes, à Rome à Madrid, ou à Lisbonne, traduit une même réalité : il n'existe pas d'exception aux aspirations universelles des jeunes à la dignité, et à la liberté.

Lorsque ces aspirations ignorent les frontières et les barrières, nos réponses à toute une génération devenue l'incarnation de l'exclusion politique, économique et sociale, ne peuvent être que concrètes, concertées et globales.

Plus dommageable et profonde qu'elle n'en parait, la précarité étouffante de notre jeunesse ne conduit pas uniquement à la fuite des cerveaux, à l'exode des compétences, mais elle alimente malheureusement aussi l'immigration clandestine, terreau sur lequel évoluent tous les extrémismes.

La rive sud de la Méditerranée, devenue la première frontière que tente de franchir une immigration clandestine subsaharienne exclusivement jeune, sait ce que sont les problèmes générés dans de telles circonstances.

Excellences ;
Mesdames et Messieurs ;

Face à ce défi global, notre région doit se doter d'outils et de projets concertés permettant de répondre de manière efficiente aux demandes accrues de notre jeunesse.

Ces outils et ces projets doivent bien évidemment tenir compte des priorités nationales, des singularités et des particularités propres à chaque pays.

Comment dès lors ne pas imaginer pour notre Méditerranée, une stratégie semblable à celle de Lisbonne dite « Europe 2020 » qui a fixé cinq objectifs ambitieux à atteindre d'ici 2020 en matière d'emploi, d'innovation, d'éducation, d'inclusion sociale et d'énergie, et où chaque État membre a adopté ses propres objectifs nationaux dans chacun de ces domaines.

Comment ne pas imaginer également, un dispositif comme l'initiative phare de l'Union européenne, appelée « Jeunesse en mouvement », qui vise à appuyer la stratégie de Lisbonne?

Comme vous le savez, l'une des lignes d'action essentielles de l'initiative « Jeunesse en mouvement » consiste à soutenir le développement de la mobilité transnationale dans une perspective d'apprentissage pour les jeunes, favorisant ainsi une meilleure connaissance et une meilleure compréhension.

Cette mobilité à des fins d'apprentissage, constitue un outil important pour aider les jeunes à renforcer leur employabilité future et à acquérir de nouvelles compétences professionnelles, tout en améliorant leur épanouissement en tant que citoyens actifs.

Elle les aidera à accéder à de nouvelles connaissances et à acquérir de nouvelles compétences linguistiques et interculturelles. A

partir de là, plus de 90 millions de jeunes méditerranéens, usant des nouvelles technologies, animés par une réelle volonté d'apprendre, et d'influer sur l'avenir de leur région, sont un réel levier pour combattre les préjugés et asseoir définitivement les valeurs qui sont les nôtres, ceux de l'ouverture et de la tolérance.

Bien évidemment, le processus de Barcelone a fait de l'éducation un levier important de la coopération entre le nord et le sud de la Méditerranée. Mais le monde d'aujourd'hui est un monde nouveau, différent, qui appelle plus d'imagination et plus d'engagement pour répondre ensemble aux nombreux défis qui concernent l'avenir de notre jeunesse.

**Excellences ;
Mesdames et Messieurs ;**

Il est impossible de construire la Méditerranée de demain, sans mettre les jeunes au cœur de nos projets, et sans leur accorder la place qu'ils méritent.

Acteur politique incontournable dans les pays de la rive sud, la jeunesse accélère le renouvellement de l'élite dans notre région. Il s'agit d'un constat de base avec lequel il conviendra d'agir continuellement pour assurer des changements durables et profonds.

Car et en dépit des difficultés du moment, les processus de transition sont des passages obligés pour construire de nouveaux systèmes de gouvernance performants et adaptés à la nouvelle donne locale, régionale et internationale.

Ainsi, et au moment où la jeunesse arabe écrit une nouvelle page de la rive sud de la Méditerranée, il devient vital de mettre cette frange de notre population au cœur de nos politiques publiques, des projets de notre société civile, mais de notre coopération décentralisée et transnationale.

Il devient tout aussi primordial de lever tous les préjugés qui ont longtemps fait du Sud une menace, mais jamais un vivier de potentialités au service d'un partenariat novateur, riche d'un legs historique peu commun, et porté par une jeunesse volontariste, ouverte.

Reste que faire de la Méditerranée un véritable Lac de Tibériade, un espace de tolérance, de tradition et de dialogue séculaires, suppose la fin du conflit israélo palestinien qui hypothèque non seulement l'avenir des jeunes palestiniens et israéliens, mais celui de toute la Méditerranée .

**Excellences ;
Mesdames et Messieurs ;**

J'ai commencé cette intervention par une citation de Fernand Braudel et je souhaite la clore par un mot de ce grand méditerranéen qui a écrit qu'on reconnaît une grande civilisation à ce qu'elle refuse parfois d'emprunter.

Départie de toute forme d'exclusion, notre Méditerranée a été, en dépit de certaines parenthèses, un haut lieu d'échange et de circulation des idées. Elle a rayonné sur le monde et façonné l'histoire de l'humanité.

Ce passé exceptionnel confirme l'ardente obligation de consolider les liens entre les deux rives de la Méditerranée, pour mieux servir notre jeunesse.

À l'heure où des pôles démographiques, économiques, technologiques de l'ordre d'un milliard d'habitants sont en train de s'affirmer sur tous les continents, l'Europe, où la pyramide des âges est inversée, et les pays du sud de la Méditerranée, ont besoin de se rapprocher pour continuer à peser sur la scène internationale, sur la base d'un partenariat gagant-gagant.

A l'heure où des vents nouveaux bousculent la carte politique et économique du monde, donnent naissance, dans notre région, à une nouvelle réalité géostratégique et géopolitique, notre Méditerranée a plus que jamais besoin de toute sa jeunesse pour aborder des lendemains radieux.

La jeunesse des deux rives de la Méditerranée doit être le socle de nos ambitions pour l'avenir.

Excellences ;

Mesdames et Messieurs ;

Il ne me reste qu'à joindre ma voix à celles de mes prédécesseurs pour remercier l'Assemblée Parlementaire Euro Méditerranéenne, saluer l'accueil qui nous est réservé par l'Assemblée de la République Portugaise, et rendre aussi hommage à Monsieur le Président Eduardo Cabrita, et à tous les participants pour la qualité des débats et des échanges qui seront, de par leur haute teneur et leur profondeur, la marque de notre attachement commun aux valeurs fondamentales qui ont fait de la Méditerranée un haut lieu d'échange d'idées, de développement partagé, de sécurité et stabilité.

Merci pour votre attention.



**Embaixada do Reino de Marrocos
Lisboa**